



RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX














**Rénovation et réhabilitation de la gendarmerie et de
ses logements situés à Lyons-la-Forêt**

Date et heure limites de réception des offres :
Lundi 4 août 2025 à 12h00

Visite obligatoire le 10 juillet 2025 de 14h à 18h

Communauté de communes Lyons Andelle
15 Rue Martin Liesse
BP 20 ZAE La Vente Cartier
27380 CHARLEVAL

L'ESSENTIEL DE LA PROCÉDURE

| | | |
|---|-------------------------------------|---|
|  | Objet | Travaux de rénovation et réhabilitation de la gendarmerie et de ses logements situés à Lyons-la-Forêt |
|  | Mode de passation | Procédure adaptée ouverte |
|  | Type de contrat | Marché public |
|  | Nombre de lots | 9 |
|  | Délai de validité des offres | 120 jours |
|  | Forme de groupement | Aucune forme de groupement imposée à l'attributaire |
|  | Variantes | Sans |
|  | PSE | Défini par lot |
|  | Clauses sociales | Sans |
|  | Clauses environnementales | Sans |
|  | Durée / Délai | Défini par tranche |
|  | Négociation | Sans |
|  | Visite sur site | Sans |

SOMMAIRE

| | |
|--|----|
| 1 - Objet et étendue de la consultation | 4 |
| 1.1 - Objet..... | 4 |
| 1.2 - Mode de passation | 4 |
| 1.3 - Type et forme de contrat..... | 4 |
| 1.4 - Décomposition de la consultation | 4 |
| 1.5 - Nomenclature..... | 5 |
| 1.6 - Réalisation de prestations similaires..... | 5 |
| 2 - Conditions de la consultation | 6 |
| 2.1 - Délai de validité des offres..... | 6 |
| 2.2 - Forme juridique du groupement..... | 6 |
| 2.3 - Variantes | 6 |
| 2.4 - Prestations supplémentaires éventuelles..... | 6 |
| 3 - Les intervenants..... | 6 |
| 3.1 - Conduite d'opération | 6 |
| 4 - Conditions relatives au contrat | 6 |
| 4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution..... | 7 |
| 4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement | 8 |
| 5 - Contenu du dossier de consultation | 8 |
| 6 - Présentation des candidatures et des offres..... | 8 |
| 6.1 - Documents à produire | 8 |
| 6.2 - Visite sur site | 8 |
| 7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis | 10 |
| 7.1 - Transmission électronique | 10 |
| 7.2 - Transmission sous support papier..... | 12 |
| 8 - Examen des candidatures et des offres | 12 |
| 8.1 - Sélection des candidatures | 12 |
| 8.2 - Attribution des marchés | 12 |
| 8.3 - Suite à donner à la consultation | 13 |
| 9 - Renseignements complémentaires | 14 |
| 9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact | 14 |
| 9.2 - Procédures de recours..... | 14 |

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation concerne :

Travaux de rénovation et réhabilitation de la gendarmerie et de ses logements situés à Lyons-la-Forêt

Lieu(x) d'exécution :

4 rue du Four à Chaux

27480 Lyons-la-forêt

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

1.3 - Type et forme de contrat

Le marché à tranches sera conclu en application des articles R. 2113-4 à R. 2113-6 du Code de la commande publique

1.4 - Décomposition de la consultation

Les prestations sont réparties en 9 lot(s) :

| Lot(s) | Désignation |
|--------|--|
| 01 | Maçonnerie et autres ouvrages |
| 02 | Menuiseries extérieures - serrurerie - autres ouvrages |
| 03 | Menuiseries intérieures - doublage - isolation |
| 04 | Couverture - étanchéité - charpente bois |
| 05 | Electricité - courants faibles |
| 06 | Chauffage - climatisation - ventilation |
| 07 | Plomberie - sanitaire |
| 08 | Peinture |
| 09 | Revêtements des sols - faïences |

La répartition par tranche pour chaque lot est la suivante :

| Lot(s) | Tranche(s) | Désignation de la tranche |
|--------|------------|-------------------------------|
| 01 | TF | Maçonnerie et autres ouvrages |
| | TO001 | Tranchées Enedis |

Chaque lot fera l'objet d'un marché.

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour tous les lots.

1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

| Code principal | | Description |
|----------------|--|---|
| 45454100-5 | | Travaux de réfection |
| 85312500-4 | | Services de réhabilitation |
| 45453000-7 | | Travaux de remise en état et de remise à neuf |
| 45216000-4 | | Travaux de construction de bâtiments destinés aux institutions d'ordre public ou aux services de secours et de bâtiments militaires |

| Lot(s) | Code principal | Description |
|--------|----------------|--|
| 01 | 45262500-6 | Travaux de maçonnerie et de briquetage |
| 01 | 45262522-6 | Travaux de maçonnerie |
| 02 | 45421000-4 | Travaux de menuiserie |
| 03 | 45320000-6 | Travaux d'isolation |
| 03 | 45420000-7 | Travaux de menuiserie et de charpenterie |
| 04 | 45422000-1 | Travaux de charpenterie |
| 04 | 45261210-9 | Travaux de couverture |
| 05 | 45315000-8 | Travaux d'installation de chauffage électrique et d'autres équipements électriques de bâtiment |
| 05 | 45311200-2 | Travaux d'installations électriques |
| 06 | 45315000-8 | Travaux d'installation de chauffage électrique et d'autres équipements électriques de bâtiment |
| 06 | 45331200-8 | Travaux d'installation de matériel de ventilation et de climatisation |
| 07 | 45330000-9 | Travaux de plomberie |
| 07 | 45232460-4 | Travaux d'installations sanitaires |
| 08 | 44810000-1 | Peintures |
| 08 | 44111400-5 | Peintures et revêtements muraux |
| 08 | 45442110-1 | Travaux de peinture de bâtiments |
| 09 | 44112200-0 | Revêtements de sol |
| 09 | 45432130-4 | Travaux de revêtements de sols |
| 09 | 45432100-5 | Travaux de pose de revêtements de sols |

1.6 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

2.3 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

2.4 - Prestations supplémentaires éventuelles

Les candidats ont l'obligation de faire une proposition pour chacune des prestations supplémentaires éventuelles suivantes :

| Lot(s) | Code | Libelle | Description |
|--------|--------|--|---|
| 06 | PSE 01 | Ventilation double flux locaux garde à vue | <p>La VMC sera de type double flux (environ 100 m3/h) située à l'extérieur. Elle sera équipée d'une petite batterie électrique afin de maintenir un soufflage à 20.</p> <p>Les diffuseurs et réseau aéraulique ne devront pas être accessibles depuis l'intérieur de la geôle.</p> <p>Schéma de principe associé : Plan EXE du cabinet Christian Manière Architecture. Annexe Schéma de principe distribution CVC. Analyse fonctionnelle attendue Cette VMC sera mise en service de façon très occasionnelle par les agents de la gendarmerie. Une commande marche/</p> |

Les détails techniques de cette prestation supplémentaire éventuelle se trouvent au point 5, page n° 15 du cahier des clauses techniques du lot n° 6.

L'absence de ces prestations dans l'offre du candidat rendra cette dernière irrégulière et imposera son rejet.

3 - Les intervenants

3.1 - Désignation de l'acheteur

Nom de l'organisme : Communauté de communes Lyons Andelle

3.2 - Conduite d'opération

La conduite d'opération est assurée par la maîtrise d'ouvrage :

Communauté de communes Lyons Andelle
ZAE La vente Cartier - Rue Martin Liesse
BP 20 - 27380 Charleval

Tél : 02 32 49 61 27

Mail : contact@cdcla.fr

3.3 - Maîtrise d'œuvre

Cabinet d'Architecture CMA Eurl
Christian Manière architecte DPLG
29 Rue du Générale de Gaulle
27100 Le Vaudreuil

Tél : 02 32 48 12 05

Mail : contact@manierearchitecture.fr

3.4 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier

La mission OPC est assurée par :

Cabinet d'Architecture CMA Eurl
Christian Manière architecte DPLG
29 Rue du Générale de Gaulle
27100 Le Vaudreuil

Tél : 02 32 48 12 05

Mail : contact@manierearchitecture.fr

3.5 - Contrôle technique

Le contrôle technique est assuré par :

SOCOTEC
M. Grenu Louis
495 rue Concorde - ZAC Long Buisson
27930 Guichainville

Tél : 06 75 76 85 25

Mail : louis.grenu@socotec.com

3.6 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau II sera assurée par :

APAVE
M. Vincent Tommy
2 rue des Mouettes
76130 Mont-Saint-Aignant

Tél : 0764885647

Mail : tommy.vincent@apave.com

4 - Conditions relatives au contrat

4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

Le délai d'exécution des prestations est fixé au CCAP et ne peut en aucun cas être modifié.

4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

5 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC)
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le calendrier prévisionnel d'exécution
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF)
- Le cadre du mémoire justificatif des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat
- L'attestation de visite

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

6 - Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

6.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

| Libellés | Signature |
|---|-----------|
| Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner | Non |
| KBIS de moins de 3 mois Attestation de régularité fiscale de moins de 6 mois Attestation de déclarations sociales (URSSAF, MSA...) de moins de 6 mois | Non |

| | |
|--|-----|
| Attestations d'assurance RC professionnelle et décennale en cours de validité | Non |
| Le candidat en redressement judiciaire devra produire copie du ou des jugements prononcés à cet effet | Non |
| Un document relatif au pouvoir de la personne habilitée à engager le candidat | Non |
| Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail | Non |

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

| Libellés | Signature |
|---|-----------|
| Bilans ou extraits de bilans, concernant les trois dernières années, des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi | Non |
| Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles | Non |

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

| Libellés | Signature |
|---|-----------|
| Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années | Non |
| Indication des mesures de gestion environnementale que le candidat pourra appliquer lors de l'exécution du contrat | Non |
| Description de l'équipement technique, des mesures employées par l'opérateur économique pour s'assurer de la qualité et des moyens d'étude et de recherche de son entreprise | Non |
| Liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les plus importants (montant, époque, lieu d'exécution, s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés à bonne fin) | Non |
| Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du contrat | Non |
| Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat | Non |

Certificats de qualifications et/ou de qualité demandés aux candidats :

| Libellés | Signature |
|---|-----------|
| Certifications : agréments en cours de validité ou attestations | Non |

Chacun des certificats précités pourra faire l'objet d'équivalence. Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur état d'origine.

Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr, soit le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre :

| Libellés | Signature |
|---|-----------|
| L'acte d'engagement (AE) et ses annexes | Non |
| Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) | Non |
| La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) | Non |
| Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes | Non |
| Le mémoire justificatif des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat | Non |
| L'attestation de visite | Non |
| Les fiches techniques correspondant aux produits et prestations proposés par le candidat | Non |
| La présentation de l'équipe dédiée au projet | Non |
| Le schéma d'organisation et de gestion des déchets (SOGED), détaillant la méthodologie employée par le candidat pour l'organisation, le tri et le suivi des déchets | Non |

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

6.2 - Visite sur site

Une visite sur site est obligatoire.

Les conditions de visites sont les suivantes :

Les visites auront lieu le 10 juillet 2025 entre 14h et 18h.

7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

7.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <http://www.mpe27.fr>.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

15 Rue Martin Liesse
BP 20 ZAE La Vente Cartier
27380 CHARLEVAL

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.



Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite

7.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

8 - Examen des candidatures et des offres

8.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 5 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

8.2 - Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une

demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Pour le lot n°01

| Critères | Pondération |
|--|-------------|
| 1-Prix des prestations | 40.0 |
| 2-Valeur technique | 60.0 |
| 2.1-Engagement sur les délais par description des phases et moyens en personnel engagés tenant compte de travaux en site occupé et site sensible militaire | 25.0 |
| 2.2-Matériaux et fournitures | 10.0 |
| 2.3-Moyens matériels - sécurité hygiène sur chantier | 10.0 |
| 2.4-Protection de l'environnement | 10.0 |
| 2.5-Références similaires | 5.0 |

Chaque candidat se verra attribuer une note globale sur 100.

La pondération de chaque critère correspond au nombre de points maximum pouvant être obtenus par le candidat.

La pondération de chaque sous-critère correspond au nombre de points maximum pouvant être obtenus par le candidat.

La méthode de calcul utilisée pour la notation du critère Prix des prestations est la suivante :

Note de l'offre = (Montant de l'offre moins-disante / Montant de l'offre à noter) * Base de notation

Montant de l'offre moins-disante = correspond au prix de l'offre la moins chère (offres anormalement basses exclues).

Montant de l'offre à noter = correspond au prix de l'offre à évaluer.

Base de notation = correspond à la note maximale pouvant être obtenue.

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

8.3 - Suite à donner à la consultation

La présente consultation ne fera l'objet d'aucune négociation.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

Une attestation d'assurance décennale devra également être produite dans le même délai.

9 - Renseignements complémentaires

9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <http://www.mpe27.fr>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

9.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :
Tribunal Administratif de Rouen
53 avenue Gustave Flaubert
76000 ROUEN

Tél : 02 35 58 35 00
Télécopie : 02 35 58 35 03
Courriel : greffe.ta-rouen@juradm.fr

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :
Tribunal Administratif de Rouen
53 avenue Gustave Flaubert
76000 ROUEN

Tél : 02 35 58 35 00
Télécopie : 02 35 58 35 03
Courriel : greffe.ta-rouen@juradm.fr